

RESSOURCES HYDRIQUES

La sécurité passe par l'économie de l'eau

Avec des capacités hydriques de 7,1 milliards de mètres cubes et une consommation moyenne de 170 litres par jour et par habitant, le ministre des Ressources en eau n'a pas manqué d'appeler à l'économie de l'eau. Cela pour assurer un accès durable à cette ressource vitale.

Assurer la sécurité hydrique, «gagner la bataille de la bonne gouvernance de l'eau» et la rationalisation de la consommation sont les principaux axes abordés, hier, par Abdelmalek Sellal lors de son passage sur les ondes de la Chaîne III.

L'invité de la rédaction a soutenu que de meilleurs apports en eau ont été enregistrés cette année grâce à la réalisation de plusieurs barrages et la mise en service de nombre de stations de dessalement d'eau. Les capacités d'emmagasinement se sont ainsi améliorées depuis l'adoption d'une politique de régénération des res-

sources souterraines. «Nos capacités nous permettent d'aller loin. Nous avons commencé aujourd'hui une politique nouvelle de création de zones de sécurité, ce qu'on appelle les réserves nationales de sécurité», précise le ministre.

Ainsi, l'accès à l'eau ne fera pas défaut cet été, rassure le ministre.

Les capacités hydriques actuelles estimées à 7,1 milliards de m³ mettraient le pays à l'abri des pénuries pour une période de deux années, a déclaré Sellal. Il a toutefois signifié que l'eau ne sera pas disponible 24 heures sur 24 dans certaines régions.

Le niveau de consommation de l'eau s'est nettement amélioré ces dernières années.

L'Algérien consomme 170 litres par jour contre 90 litres par jour en 2000.

Le secteur vise à atteindre une consommation moyenne de 185 litres/h/j.

Le ministère veille, selon Sellal, à la répartition des stocks en assurant une consommation domestique régulière et un développement économique.

«Nous pensons que la priorité est l'alimentation en eau potable. On a beaucoup amélioré l'alimentation en eau potable», explique Sellal qui espère la réalisation de près de 90 barrages à l'horizon 2015/2016.

Ces réalisations permettront de mieux emmagasiner les eaux superficielles. Les capa-



Satisfecit de Abdelmalek Sellal.

cités d'épuration, elles, sont de 650 millions de mètres cubes. 44 steppes sont en lancement durant ce plan quinquennal, visant d'ar-

river à une capacité d'un milliard de mètres cubes d'eaux épurées. «Le gros de ces eaux épurées sera réinjecté en gros dans l'agriculture et

une partie pour la reconstitution de la nappe», a indiqué le ministre.

A noter, par ailleurs, que 65% des ressources en eau sont destinées à l'agriculture.

«Notre objectif est d'atteindre la sécurité alimentaire du pays, donc donner plus de quantités d'eau à l'agriculture», dira le ministre. Un taux qui pourrait atteindre 70% à l'avenir.

Concernant la sécurité en eaux souterraines, avec le pompage de 5 milliards de mètres cubes, «la quantité est appréciable».

Il est, toutefois, conseillé d'en rationaliser la consommation pour préserver cette ressource.

Ceci obéit à la politique de l'économie de l'eau prônée par le ministère.

Wassila Zegtitouche

TIZI OUZOU

À Sidi Ali Bounab, les robinets sont à sec depuis plus de huit mois

Les habitants d'Aït Saâda, d'Aït Khercha et des hameaux de Touil et Bouziane, situés au piémont du massif de Sidi Ali Bounab, multiplient les sit-in devant la mairie de Tadmaït et la daïra de Draâ Ben-Khedda pour crier leur ras-le-bol.

Dans cette contrée, les robinets, aux dires des citoyens, sont à sec depuis plus de huit mois. Les services de l'APC de Tadmaït parlent d'une obstruction de la ligne d'AEP. Un nouveau réservoir prévu pour alimenter ces villages et hameaux n'est toujours pas mis en service par l'ADE, a-t-on appris.

Les habitants de la cité des 20 logements d'Aït Khercha et la partie basse d'Aït Saâda, dépourvues d'eau potable, ne savent plus à quel saint se vouer en ces temps de canicule. Pourtant, à quelques encablures seulement de là, se trouve la conduite desservant la capitale à partir du barrage de Taksebt.

«Pourquoi ne pas mettre en service le nouveau réservoir ? Nous avons trop cru aux promesses des autorités locales. Rien n'a été fait», nous a confié un citoyen, dépit.

A Tadmaït aussi et notamment au lotissement Baghdad, l'eau se fait rare, très rare. Des efforts ont été consentis par les pouvoirs publics, mais en vain, et ce, faute de suivi et de respect des délais. La colère des Iflissen est telle qu'ils promettent des actions d'envergure pour faire aboutir leurs doléances.

Tayeb B.

L'ÉCONOMISTE MOUHOUBI APPELLE À EN DÉBATTRE
Les subventions tous azimuts, une dilapidation des deniers publics

Les subventions accordées tous azimuts représentent une dilapidation des deniers publics, tuent l'économie nationale, selon l'économiste Salah Mouhoubi qui appelle à lancer un débat national à ce sujet.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Invité hier du Forum Algeria Invest, l'économiste et politologue Salah Mouhoubi, dénonçant la prégnance de l'assistanat, a constaté qu'il n'y a aucun secteur ou catégorie sociale qui ne soit subventionné en Algérie. Produits alimentaires de première nécessité avec 300 milliards de dinars annuellement, l'énergie et l'eau, les transports, la santé et les caisses de sécurité sociale, l'agriculture, ces secteurs et d'autres bénéficient d'une manière directe ou indirecte de subventions sans donner réellement de résultats probants. De même, toutes les catégories sociales sont placées sur un pied d'égalité. Censée, selon les pouvoirs publics,

garantir la paix sociale et la stabilité du pays, cette politique de subventions tous azimuts et de plus en plus généralisée aboutit pourtant à des résultats contraires, selon Salah Mouhoubi. Cette politique ne garantit pas la paix sociale puisque 9 000 émeutes éclatent annuellement et elle n'assure qu'une stabilité relative, d'autant que les citoyens qui protestent dénoncent davantage la médiocrité des services publics que la famine. Voire cette politique de «facilité» s'avère «suicidaire», «irrationnelle» «inefficace» et «injuste» socialement selon ce politologue, dans la mesure où l'Etat «dépense sans réfléchir, sans demander de contrepartie» et «ne contrôle rien». Comme Salah Mouhoubi observe que l'on n'évalue pas les politiques publiques et on encourage de facto l'informel et l'importation, du fait de cette politique. Or, ces subventions représentent «une dilapidation des deniers publics», cette politique «tue l'économie nationale», dira ce politologue, perplexe sur la capaci-

té à maintenir ce rythme. «Sans pétrole, l'Algérie est un pays PMA (pays moins avancé)», affirme Salah Mouhoubi, déplorant l'absence de bonne gouvernance, le manque d'imagination dans la conduite des affaires économiques.

Et l'occasion pour cet économiste d'appeler à lancer un débat national sur cette problématique, à un consensus national. Soit réfléchir sur la question de supprimer les subventions ou de les maintenir pour certaines catégories ou secteurs ciblés en contrepartie de résultats tangibles et efficaces. Ce qui permettrait d'encourager la production nationale selon M. Mouhoubi, convaincu que «si l'on impose la vérité des prix, tout le monde sera gagnant». Selon ce politologue, il s'avère nécessaire d'enclencher la réforme économique et que l'Etat s'investisse dans une «feuille de route» sur des décades, selon une vision, des objectifs et une gouvernance révisité.

C. B.

BÉJAÏA

Vol à main armée à la Sonelgaz d'Akbou et braquage d'une bijouterie à El Kseur

Un vol à main armée a été perpétré, hier lundi, en plein jour, vers les coups de 12h30, à l'agence Sonelgaz d'Akbou, a-t-on appris d'une source locale. Une somme de 90 millions de centimes a été dérobée, précise notre source.

Les deux braqueurs, encagoulés, l'un armé d'un PA et l'autre d'une faucille, ont soudainement fait irruption dans

l'agence par une porte dérobée au moment de la pause de midi sachant que la majorité des employés sont sortis se restaurer, témoigne l'un des agents.

Les deux malfrats ont exigé des quatre employés qui se trouvaient à l'intérieur de l'agence de leur remettre le contenu de la caisse de la journée. «Il ne vous arrivera rien si vous obéissez, donnez-nous la caisse et on ne vous fera aucun mal», auraient-ils intimé aux

employés présents, selon notre source.

Les deux complices auraient pris ensuite la fuite à bord d'un véhicule qui les attendait à l'extérieur de l'agence. Une enquête a été aussitôt ouverte par les éléments de la police judiciaire d'Akbou qui se sont rendus sur les lieux du braquage.

Dans la ville d'El Kseur, c'est un bijoutier qui a fait l'objet d'un hold-up à main armée, a-t-on également signalé.

Des individus encagoulés, dont le nombre n'est pas précisé, se sont introduits dans la matinée d'hier lundi dans la bijouterie et se seraient emparés de tous les bijoux qui s'y trouvaient, selon notre source.

Une traque des membres des deux groupes de braqueurs a été aussitôt déclenchée par les services de sécurité, indique-t-on.

A. K.